

DOSSIER

d'engagements

PRENONS
le **PARTI**
de la
SOLIDARITÉ



Propositions

pour une **France solidaire**
dans le monde en 2017

act:onaid
pour des peuples solidaires



PROPOSITION



Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

| | |
|--|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : - International, national et européen - Interdite toute activité bancaire des paradis fiscaux. - Encadrer les mouvements de capitaux pour éviter l'évasion fiscale et les attaques spéculatives. | |

-> Blocus des paradis fiscaux
-> Déclaration de résultats pays par pays
-> Taxation différentielle selon le pays de résidence.
-> Créer un tribunal international de justice économique pour juger les crimes économiques transnationaux.
+ Renforcer les moyens humains et techniques de l'administration fiscale.

PROPOSITION



En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : - Rendre l'impôt plus progressif avec un barème à 19 tranches contre 5 aujourd'hui. - Instaurer un revenu maximal autorisé. - Mettre fin aux quotients conjugal et familial - Supprimer les niches fiscales injustes | |

- Rétablir l'égalité devant l'impôt
+ Cesser d'appliquer la directive sur le détachement des travailleurs.

PROPOSITION



Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires: → Tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7% du revenu national brut au budget de l'aide publique au développement. → Je m'engage personnellement à voter davantage de crédits en faveur de l'aide publique au développement. | |

PROPOSITION



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires: → Contrôler les mouvements de capitaux → Imposer une taxe réelle sur les transactions financières → Augmenter la mise en réserve légale → Encourager l'investissement productif → Décourager la distribution excessive de dividendes → Réorienter les crédits du CICE pour le plan de transition écologique | |

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
|---|---|

Commentaires :

→ Faire de l'Agence française de développement une structure au service de la construction de coopérations altermondialistes et internationalistes au service et dans l'intérêt de nos partenaires (Sortir de la Fransafric, adhérer à la Banque de développement des BRICS et bâtir une alliance avec les BRICS, imposer une politique de codéveloppement avec l'Amérique latine et les pays émergents).

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
|---|---|

Commentaires :

- 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050
- Sortir des énergies carbonnées en commençant par l'arrêt des interventions aux énergies fossiles et de toute exploitation de gaz et de pétrole de schiste et de houille.
- L'État devient pourvoyeur d'emplois en dernier ressort + Interventionnisme dans les domaines d'intérêt général
- + Rappel : Réorienter crédits CICE pour le plan en faveur de la transition écologique.

PROPOSITION



Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
|---|---|

Commentaires :

- Arrêt des subventions aux énergies fossiles et de toute exploration de gaz et pétrole de schiste et de houille.
- Introduire une contribution carbone sur le transport de marchandises
- Instaurer une taxe kilométrique pour intégrer le coût écologique
- Privilégier les circuits courts
- Imposer le respect de normes sociales et écologiques pour la commercialisation des produits importés.

PROPOSITION



Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
|---|---|

Commentaires :

- Adopter une loi-cadre instaurant une planification écologique et démocratique.
- Je m'engage personnellement à militer en faveur d'une mobilisation de dons pour financer la transition écologique des pays émergents.

PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

- Contributiviser la règle verte
- Protéger les biens communs et les biens particuliers (air, eau, alimentation, vivant, santé, Énergie, travail et logement).

PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

- Engager la réforme agricole et faciliter l'installation des jeunes agriculteurs.
- créer 30000 emplois à travers des prix rémunérateurs.
- Refondre la PAC.
- Stopper les projets de fermes usines
- Stopper la course à l'agrandissement et à la concentration des terres.
- Favoriser les circuits courts + 100% d'alimentation paysanne et locale dans la restauration collective

PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
|---|---|

Commentaires :

- Assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe (respecter la dignité, le droit des migrants) en finir avec le placement en centre de rétention)
- Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile
- Confronter des centres d'accueil aux normes internationales
- Renforcer la politique européenne de contrôle migratoire.
- Renforcer les moyens de sauvetage en mer.
- Éviter durablement aux migrants de devoir fuir leurs pays.

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
|---|---|

Commentaires :

- Renforcer la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires.
- Refuser l'accord "Visa + Adhésion contre migrants" avec la Turquie.
- Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent.

PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : | |
| <ul style="list-style-type: none">-> Lutte contre le non-recours aux droits sociaux-> Garantir la dignité et relever les minima sociaux-> Titulariser les précaires de la fonction publique-> Réaffirmer le CDI comme norme. -> Imposer un quota-> Généraliser l'économie sociale et de contrats précaires solidaires. -> Réformer la FAO. | |

-> Réaffirmer le rôle de l'ONU.
-> Soutenir l'adoption à l'ONU d'un cadre réglementaire contraignant les multinationales à respecter un socle de normes sociales et environnementales.


Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

| | |
|---|---|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| Commentaires : | |
| <ul style="list-style-type: none">-> Intégrer le respect des règles fondamentales de l'OIT-> Lutter contre le dumping social-> Fixer un salaire maximum pour les cadres supérieurs et dirigeants.-> Augmenter le SMIC mensuel net. | |

PROPOSITION



Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

| | |
|---|--|
| JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/> | JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/> |
| <p>Commentaires :</p> <p>→ Réprimer les inégalités femmes-hommes. (égalité salariale, reconnaître les métiers occupés par les femmes et garantir l'égalité d'accès à tous les métiers, congés parentaux identiques)</p> <p>→ Imposer l'égalité de conditions entre les femmes et les hommes dans toutes les institutions.</p> <p>→ Renforcer la loi et les moyens contre les violences faites aux femmes. → Généraliser le Planning familial → loi contre le sexisme.</p> | |
| <p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p> <p>LA FRANCE INSOUVERAINE</p> | |
| <p>Nom : TASSAUX</p> <p>Prénom : Christophe</p> <p>Département : Hautes Alpes 2^{ème} circonscription</p> | <p>Date : 1^{er} juin 2017</p> <p>Signature : </p> |

